

« Libération », 7 août 2014

« Traiter les gens comme des chiens ne changera rien »

INTERVIEW - Jean-François Corty est le directeur des missions France de Médecins du monde

par Stéphanie Maurice

Jean-François Corty, directeur des missions France de Médecins du monde, réitère son appel à l'Etat français pour que soient pris en charge les besoins vitaux des migrants à Calais. L'ONG dispose d'une antenne permanente sur place.

Quel est le niveau de gravité de la situation à Calais, d'après vous ?

Ce sont des conditions particulièrement exceptionnelles et alarmantes : des gens recherchent de l'eau, des associations de bénévoles sont en difficulté pour leur assurer la fourniture en nourriture. Dans un pays aussi riche que la France, la réponse des autorités n'est pas à la hauteur des besoins vitaux des réfugiés. Ceux-ci sont dans une telle logique de survie que les pressions sur eux deviennent énormes, d'où les rixes. Pour atténuer les risques et calmer les esprits, il faut qu'ils puissent se reposer, manger, se laver.

Comment se fait-il que le nombre des migrants soit si important en ce moment ?

Les facteurs sont multiples. La grande majorité migre pour des raisons économiques ou de sécurité dans le pays d'origine. A Calais, ils sont notamment en provenance d'Erythrée, un régime très dur, et du Soudan, qui est à nouveau en guerre. De plus, beaucoup d'Erythréens étaient réfugiés au Soudan, et face à l'instabilité actuelle, ils ont continué leur parcours migratoire. Ils passent généralement par la Libye, dont les frontières sont devenues bien plus poreuses depuis la chute de Kadhafi, et par l'Italie, qui relâche peut-être plus qu'avant les migrants.

Avec les accords de Dublin II et III, la demande d'asile doit être traitée par le premier pays où ils entrent dans l'Union européenne. Alors, les migrants qui veulent aller en Angleterre passent clandestinement en Italie. Il faudrait réfléchir à une solidarité entre les pays européens, pour que chacun puisse prendre en charge une partie de cette migration. A Calais, c'est la France qui se trouve en situation de gérer ce que l'Angleterre ne gère pas.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il la création d'un campement humanitaire, ce qu'avait été le hangar de la Croix-Rouge à Sangatte ?

Le discours de Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, est toujours le même : il faut mener une politique humaine en informant les migrants sur leurs droits en matière de demande d'asile, mais sans créer de site de fixation sur Calais, parce que cela ferait le jeu des réseaux de passeurs. C'est ce qui a été l'échec de Sangatte, mais on peut créer des lieux de vie et de repos sans recréer Sangatte. Car le phénomène d'aspiration restera toujours. La raison, c'est l'Angleterre, et elle est là pour longtemps. Qu'on traite les gens comme des chiens ou avec un peu d'humanité ne changera pas cette dynamique. On voit le résultat de cette politique sur le terrain. Le dispositif d'accès aux

droits est insuffisant. Un exemple, seules 40 demandes d'asile ont été déposées, sur les 500 réfugiés présents lors de l'expulsion du principal campement de Calais le 2 juillet. Et quand il y a destruction de campement, il n'y a pas d'alternative de relogement. Vous avez en ce moment 1 200 personnes qui dorment où elles peuvent à Calais, dans des squats, dans les dunes, dans les bois près de l'usine Tioxide, qui est un site classé Seveso [*risque d'accident majeur, ndlr*]. On a vu certains remplir leur bouteille à une canalisation apparente, sans qu'on sache si cette eau venait de l'usine.

Quelles seraient les solutions, pour vous ?

Bernard Cazeneuve nous a dit qu'il acceptait l'idée d'une mission de plusieurs mois sur les problèmes migratoires, pour creuser différentes pistes. Mais cela ne répond pas à l'urgence maintenant. Pourquoi ne demanderait-il pas au HCR [*l'agence des Nations unies pour les réfugiés, ndlr*] de venir évaluer les besoins, puisqu'il n'écoute pas les ONG malgré notre expérience du terrain ? L'ONU est compétente dans ce domaine, et ce ne serait pas si absurde : pas mal de migrants à Calais ont transité par les camps du HCR à la frontière de l'Iran et de l'Afghanistan. Il est sûr que ce serait un symbole choc que de voir des camps de déplacés s'ouvrir en France. Mais on est dans une situation d'exception, et la posture politique actuelle ne tient plus.

http://www.liberation.fr/societe/2014/08/07/traiter-les-gens-comme-des-chiens-ne-changera-rien_1077165

La maire UMP de Calais veut ouvrir un nouveau centre pour migrants

Natacha Bouchart doit rencontrer le ministre de l'Intérieur le 2 septembre pour évoquer les problématiques migratoires à Calais. Pour la maire UMP, la situation est devenue intenable. Elle compte faire une proposition à Bernard Cazeneuve : créer un centre pour migrants à Calais. Mais pas à n'importe quelle condition...

par Marie Goudeseune

La maire UMP Natacha Bouchart avait fait parler d'elle en octobre 2013, en demandant aux Calaisiens de dénoncer les squats de migrants dans la ville. C'est ainsi d'ailleurs que la perçoivent bon nombre d'associations de soutien aux migrants : comme une maire qui fait la « *chasse* » aux squats, et dans le même temps aux migrants.

Pourtant, ce jeudi, Natacha Bouchart a annoncé qu'elle allait faire une proposition au ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, qu'elle doit rencontrer le 2 septembre : créer un centre à Calais, qui accueillerait environ 400 migrants. La proposition peut paraître étonnante venant de la sénatrice-maire, mais elle s'en explique longuement. D'abord, Natacha Bouchart dresse un constat : pour elle, la situation n'est plus tenable à Calais. « *Les riverains sont tendus, la population inquiète et le dispositif que j'ai mis en place depuis mon élection en 2008 (aire de distribution de repas, douches gérées par le Secours catholique) n'est plus adapté : la population des migrants a augmenté très rapidement* », estime-t-elle.

Les exilés seraient environ un millier actuellement dans le Calaisis. « *Ce ne sont pas les mêmes nationalités ni les mêmes cultures qu'avant* », ajoute la maire. On rencontre désormais une majorité de migrants d'Afrique de l'Est (Soudan, Érythrée). Les images de camions en partance pour l'Angleterre pris d'assaut par des groupes de migrants ont d'ailleurs fait le tour des médias ces dernières semaines. La maire de Calais entend donc faire plusieurs propositions à Bernard Cazeneuve. Elle souhaite d'abord qu'il insiste à l'échelle européenne pour que s'engage « *une table ronde avec les ministres, maires et bourgmestres des villes concernées par cette problématique* ».

Des « *lieux d'accueil* » pourraient être imaginés en amont dans chacune de ces villes, avec le soutien de l'Europe, estime la maire. À l'échelle calaisienne, Natacha Bouchart propose de créer un centre pour migrants. Éloigné des habitations et du centre-ville, il pourrait abriter environ « *400 adultes* » et permettrait « *de vider à 80 % le phénomène dans la ville* », selon l'élue. Un centre plus petit que celui de Sangatte, donc (fermé en 2002, il avait une capacité de 700 places environ mais a accueilli jusqu'à 1 500 personnes) et qui serait « *une nouvelle formule* ».

Natacha Bouchart émet une condition préalable à la création de ce centre : que l'État prenne en charge sa gestion.

AFP 22 août 2014

La maire de Calais demande à Bernard Cazeneuve l'ouverture d'un centre pour migrants

CALAIS - Natacha Bouchart va demander au ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, qui doit la recevoir le 2 septembre, l'ouverture d'un centre pour migrants afin de faire face à leur afflux...

« La ville de Calais est aujourd'hui soumise à une pression intenable par la présence plus nombreuse que jamais des migrants sur notre sol, en plein centre », écrit la maire (UMP) de la ville Natacha Bouchart au sujet de la hausse du nombre de clandestins, particulièrement d'Erythréens et de Soudanais, désireux de passer en Angleterre.

« Face à cette situation nouvelle, nous ne pouvons rester les bras croisés. Je vais proposer au gouvernement une démarche globale: dans ce cadre nous pourrions envisager la création d'un centre éloigné des habitations des riverains », a-t-elle annoncé dans un message sur Twitter.

Sous la responsabilité de l'Etat

« Ce centre ne pourrait être que sous la responsabilité de l'Etat (...) et devrait rester de dimensions raisonnables pour éviter toutes dérives », précise la maire, douze ans après la fermeture du centre de Sangatte, commune limitrophe de Calais.

« Cette idée, pour faire face à l'urgence, est sur la table, et je la soumettrai au ministre de l'Intérieur que je dois rencontrer le 2 septembre, sans oublier les enjeux globaux au niveau européen, seul échelon qui puisse régler durablement le problème que nous subissons », conclut-elle.

1.200 à 1.300 migrants présents à Calais

Entre 1.200 et 1.300 migrants sont présents à Calais, ce qui représente une augmentation *« de l'ordre de 50 % en quelques mois »*, avait souligné début août le préfet du Pas-de-Calais, Denis Robin.

Ouvert comme lieu d'accueil provisoire pour les immigrés clandestins en 1999, le centre de Sangatte, géré par la Croix-Rouge, hébergeait en moyenne 1.500 migrants pour une capacité maximale de 800 personnes, et même jusqu'à 2.000 en septembre 2002, quelques semaines avant sa fermeture.

<http://www.20minutes.fr/article/1431503/maire-calais-demande-bernard-cazeneuve-ouverture-centre-migrants>

« la Voix du Nord », 22 août 2014

Migrants: la maire UMP de Calais veut faire alliance avec son homologue de Lampedusa

La sénatrice-maire UMP Natacha Bouchart a surpris tout le monde en annonçant qu'elle allait proposer au ministre de l'Intérieur de créer un grand centre pour migrants à Calais (à condition qu'il soit géré par l'État). Dans un entretien qu'elle nous a accordé, elle a voulu apporter des précisions : d'abord, il ne s'agira en aucun cas d'un « Sangatte-bis ». Ensuite, Calais ne devra pas porter seul ce projet : la maire a l'intention de « taper du poing sur la table » pour que la France et l'Europe « se bougent enfin »...

par Marie Goudeseune

Elle sait parfaitement que tous les Calaisiens ne seront pas d'accord avec son idée de créer un centre pour migrants. « *Je ne fais pas un pas dans Calais sans croiser un habitant qui se plaint de la présence des migrants* », a déclaré hier Natacha Bouchart. Et la sénatrice-maire répète que, pour elle, à l'heure actuelle, créer un centre d'environ 400 places pour les exilés à Calais est la seule solution. « *On ne peut pas fermer les frontières, de toute façon, on est dans l'Europe !*, lâche-t-elle avant de hausser les épaules. *Qu'est-ce qu'on fait ? On les tue ? On les noie ?* ».

« Pas un Sangatte-bis »

Les migrants sont là (ils seraient actuellement un millier à Calais) et l'actualité géopolitique laisse à penser qu'ils seront encore là demain : « *Face aux guerres et aux conflits internationaux, les flux continueront d'augmenter* », se convainc l'élue.

Elle affirme qu'elle veut taper du poing sur la table. Qu'elle n'en peut plus d'être confrontée à un gouvernement « *qui ne fait rien* ». Qu'elle a décidé d'agir : « *Je propose de créer ce centre, mais pas seulement* ». Et c'est là toute la différence, dit-elle, avec le centre de Sangatte fermé en 2002 : « *Moi, je m'inscris dans une démarche globale* », annonce-t-elle.

Son plan d'attaque se décline en plusieurs points : d'abord, proposer la création de ce centre et qu'il soit mis en place « *de toute urgence, avant la fin de l'année* ».

Mais aussi « *écrire dès lundi un courrier le plus rationnel et le plus simple possible aux parlementaires français et européens, ainsi qu'aux maires qui, comme moi, subissent des problématiques migratoires* ». Natacha Bouchart cite « *Menton, Nice, Ceuta, Melilla* », mais surtout Lampedusa : « *J'aimerais aller sur place, rencontrer le maire et qu'on fasse pression sur l'Europe pour être aidés* ». Son ambition : imaginer dans toutes ces villes des points d'accueil pour informer les migrants, et ainsi éviter qu'ils n'arrivent en masse à Calais « *où ils se retrouvent face à un*

mur ». Et, en parallèle, « *réduire les flux migratoires et revoir les accords du Touquet* ».

Réactions divisées

Le projet est ambitieux et Natacha Bouchart s'enorgueillissait, hier, d'être « *la première à faire ce type de propositions* ». Son idée de créer un centre pour migrants a suscité de nombreuses réactions à Calais. Réactions divisées au sein de la population comme parmi les associations d'aide aux migrants. Pour le militant Philippe Wannesson, l'idée est mauvaise : « *Un lieu d'accueil pour plusieurs centaines de personnes coupé de la ville reproduirait les côtés négatifs du centre de Sangatte* ». Le président de l'association Salam, Jean-Claude Lenoir, estime au contraire que le projet est intéressant, à condition qu'il soit « *mené conjointement avec d'autres centres répartis sur le département, la France et l'Europe* ». Les élus de l'opposition, dubitatifs, attendent quant à eux d'en savoir plus sur le projet.

Une seule chose semblait faire l'unanimité hier : le fait que l'action de Natacha Bouchart ait le mérite de faire avancer le débat. Qui sait si elle parviendra à le faire évoluer aussi à l'échelle européenne...

Le ministère de l'Intérieur va lancer une mission

Place Beauvau, la demande de Natacha Bouchart ne pouvait pas être accueillie avec un enthousiasme débordant.

L'ouverture d'un centre n'a jamais été dans les plans, de peur de créer un point de convergence. La proposition n'est pas reprise en tant que telle mais elle reste sur la table. Une grande réflexion doit s'engager très vite.

Bernard Cazeneuve va en effet lancer la semaine prochaine une large mission. Pilotée par deux personnalités, dont un ancien préfet de région, elle organisera une concertation avec tous les acteurs, État, élus locaux et associations, pour aboutir à des propositions d'ici la fin de l'année. « *Il faut le temps d'écouter tout le monde et réfléchir à l'ensemble de la situation, mais ceci n'exclut pas d'autres initiatives avant la fin de la mission* », précise-t-on place Beauvau. Centres, maisons ou autres solutions d'hébergement, tout sera discuté.

Le ministère de l'Intérieur table aussi sur une meilleure coopération européenne. Les regards se tournent alors vers Frontex d'une part, l'agence européenne chargée de la surveillance des frontières, et vers la politique migratoire du Royaume-Uni.

Bernard Cazeneuve a prévu d'évoquer ces sujets dans une tournée européenne qu'il entamera la semaine prochaine. Parmi les étapes prévues : Madrid et Rome, confrontés à l'afflux venus de la Méditerranée, Bruxelles et bien sûr Londres.

La capitale anglaise sera mardi la ville départ de cette tournée. La France demandera une meilleure coopération policière et judiciaire dans la lutte contre les filières ainsi que des appuis et des financements pour la situation calaisienne. « *Nos contacts avec le Royaume-Uni montrent qu'ils en sont conscients* », dit-on au ministère. Le gouvernement met aussi en avant ses résultats en termes de lutte contre l'immigration clandestine, arguant qu'il vaut mieux arrêter le flux avant qu'il

n'atteigne Calais.

Le ministre de l'Intérieur était ainsi en déplacement à la gare du Nord, à Paris, jeudi. Avec quelques chiffres dans sa besace de communication : 155 réseaux ont été démantelés de janvier à juillet et 1378 personnes interpellées.

En comparaison aux 203 filières mises au jour sur les douze mois de 2013, il s'agit d'une progression de 20 %.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/migrants-la-maire-ump-de-calais-veut-faire-alliance-avec-ia0b0n2337884>

« la Voix du Nord », 23 août 2014

Calais : le camp de loisirs Jules-Ferry pourrait devenir le nouveau centre pour migrants

Où pourrait se situer le centre pour migrants d'environ 400 places imaginé par Natacha Bouchart, à condition que l'État en assume la gestion ? L'hypothèse la plus plausible semble celle du centre de loisirs Jules-Ferry derrière la route de Gravelines : il s'agit d'un lieu immense, éloigné des habitations et doté de tous les équipements nécessaires...

par Marie Goudeseune

Natacha Bouchart a donné plusieurs indices sur le site où pourrait s'implanter le nouveau centre pour migrants (elle ne dévoilera le lieu qu'en début de semaine prochaine). Il se trouve loin des habitations et peut accueillir des centaines de personnes. « *Il s'agira d'un sas où les migrants recevront des informations, seront accueillis, hébergés et nourris provisoirement* », a expliqué la maire. Il rassemblera des douches, le lieu de distribution des repas, des lits et des bureaux.

L'hypothèse du « *camp Jules-Ferry* » a déjà été évoquée ici et là, parmi plusieurs autres (*lire ci-contre*). Hier encore, imaginant un lieu adéquat pour recevoir 400 exilés, le président de Salam Jean-Claude Lenoir a évoqué ce centre de loisirs. Quels autres lieux peut-on imaginer ? « *Des sites désaffectés dans la zone industrielle des Dunes, peut-être*, a répondu le militant associatif. *On aurait pu penser à l'ancien hôpital, mais ça ne va pas car la promiscuité serait ingérable : les Calaisiens ont droit au calme.* » C'est cette même hypothèse du camp Jules-Ferry, qu'ont émise hier nos collègues les plus « calaisiens » de la rédaction. Situé entre la zone industrielle des Dunes et le Fort-Vert à Marck, le centre de loisirs est loin des habitations. Il possède plusieurs bâtiments et reçoit des centaines d'enfants. Bien évidemment, il faudrait imaginer délocaliser les activités de ce centre aéré, qui s'y déroulent à chaque vacance depuis 1965... On a pu retrouver d'ailleurs un article écrit par un de nos confrères cette année-là, et qui décrit les lieux : « *C'est la pleine campagne : à portée de fusil, c'est le large marin, c'est la plage et le sable, et au loin, vers l'ouest, il y a le panorama de Calais et du port. (...) Quatre préaux ouverts, deux fermés, au centre quatre longs réfectoires aux larges baies vitrées, les bâtiments étant en U, le bloc des cuisines se trouvant au centre de cet U pour permettre une rapide distribution des plats, chaque extrémité des réfectoires est doté de lavabos, vestiaires et toilettes.* » Le lieu paraît, en effet, parfaitement adéquat... Réponse la semaine prochaine.

Avant les municipales, les candidats avaient des projets...

Le problème de la présence de clandestins à Calais a longuement été évoqué lors de la dernière campagne des municipales. Avant le premier tour, lors d'un débat télévisé organisé par Weo, chacun

a pu donner son point de vue sur le sujet. Ils mettaient en avant le projet de maison des migrants, imaginé par l'ancien ministre de l'Intérieur Manuel Valls. Petit retour en arrière avec les déclarations des candidats, un soir de février...

Ancien maire de Calais de 2001 à 2008, le communiste Jacky Hénin approuvait « *la proposition de créer une maison des migrants* ». Il expliquait qu'au début de son mandat, « *je proposais déjà un lieu d'accueil* ». De son côté, le socialiste Yann Capet expliquait « *qu'on peut imaginer un accueil de jour, faire un lien avec le projet de maison des migrants* ». La candidate du Front national Françoise Vernalde estimait quant à elle qu'il fallait « *renforcer les contrôles aux frontières. Et le gouvernement peut agir pour cela* ». Enfin Alexandre Van Kerkhove, allié à François Dubout (liste divers droite) souhaitait créer « *un centre d'hébergement avec une compétence intercommunale. Ce centre pourrait se situer à l'extrémité de Marck, près de Oye-Plage* ». Notons aussi que lors de ce même débat, Natacha Bouchart notait être « *d'accord pour une maison des migrants, mais pas à Calais* ».

Ce sujet fait donc encore parler de lui. Au sein de la nouvelle opposition municipale, Laurent Roussel (Parti de gauche progressiste) et Pascal Marié (Parti de gauche), ont récemment interpellé le maire de Calais. À la fin du mois de juillet, les deux élus proposaient l'ouverture d'un camp pour les réfugiés sur le site de l'ancien hoverport, « *pour soulager la population calaisienne et les commerçants souvent sollicités par les migrants pour recharger leur téléphone portable* ».

<http://www.lavoixdunord.fr/region/calais-le-camp-de-loisirs-jules-ferry-pourrait-devenir-le-ia33b0n2337834>

Centre pour migrants au camp Jules-Ferry à Calais : ce qu'en pensent les riverains

Vendredi, la sénatrice-maire Natacha Bouchart a annoncé dans nos colonnes qu'elle proposera la création d'un centre d'accueil pour migrants au ministre de l'Intérieur, qu'elle doit rencontrer le 2 septembre. Parmi les lieux qui pourraient accueillir ce centre, figurent l'espace de loisirs Jules-Ferry, situé chemin des Dunes, perpendiculaire à la route de Gravelines. C'est là que nous avons rencontré des riverains pour connaître leur avis sur la création de ce centre et sa possible implantation

par Dominique Salomez

Que pensez-vous de la volonté de la maire de Calais de créer un centre pour migrants ? L'espace de loisirs Jules-Ferry, évoqué par les bénévoles d'associations, vous paraît-il un lieu adéquat ? Ce sont les questions que nous avons posées à des riverains de la route de Gravelines, proche du centre Jules-Ferry. Comme souvent sur la question des migrants, les avis sont tiraillés entre altruisme et besoin personnel de vivre dans la quiétude. L'impression d'être dans l'impasse domine aussi.

« Ça ne changera rien de faire un centre. Les gens continueront de passer par ici et ils seront peut-être plus nombreux s'il y avait un centre. Tout ce qui va se passer c'est qu'on va faire un nouveau Sangatte. On vit ici depuis un an, on se sent en insécurité. S'il fallait signer un courrier contre, on le ferait », explique Laurent, qui habite route de Gravelines avec sa femme et ses enfants.

À deux pas, Gérald Aucoin a un avis radicalement différent. *« Ce serait bien ce centre, on ne peut pas laisser les gens comme ça, il faut essayer de faire quelque chose. On ne peut pas les laisser dormir dans les bois »*, explique le riverain qui habite là depuis vingt ans. Lui, imaginerait bien le local qui accueillait par le passé les vestiaires du Secours Catholique route de Saint-Omer, en direction des Attaques.

Blandine et Pascal Zielonka habitent eux plus près du centre Jules-Ferry et saluent le projet. *« C'est bien s'il y a une création de centre. Ce sont des humains. Je trouve aussi qu'il faut que l'État aide Calais, ce serait bien qu'il prenne en charge ce projet (comme proposé par Natacha Bouchart). Si c'était à Jules-Ferry, ça ne changerait rien, on vit déjà avec les migrants et on n'a jamais eu d'embêtements. Mais c'est vrai qu'on pense encore à la façon dont ça s'est passé à Sangatte. Ils passaient à travers les maisons... »*, explique le couple. À deux pas, les voisins expriment leur ras-le-bol : *« Il ne faut pas ouvrir un centre. Nous y sommes tout à fait hostiles. La France ne peut pas accueillir toute la misère, il faut que l'Angleterre prenne sa part aussi »*, explique un couple, qui préfère l'anonymat.

Même avis, pour cette jeune maman de trois enfants : *« Je trouverai inquiétant un centre tout près.*

On n'a jamais eu d'ennui, mais c'est impressionnant ce monde. Je suis un peu partagée ».

La maire de Calais présentera un projet de centre d'une capacité de 400 places au ministre Bernard Cazeneuve, le 2 septembre. D'autres lieux ont été proposés par des élus locaux, dont l'ancien hoverport. Natacha Bouchart dévoilera la semaine prochaine le lieu qu'elle imagine pour ce projet.

Pourquoi un tel afflux de migrants aujourd'hui ?

D'où viennent les migrants qui affluent en France et à Calais ? Pour quelles raisons ? Voici un question-réponse pour mieux comprendre la situation de ces hommes et de ces femmes qui arpentent le littoral dans l'espoir d'un passage vers un ailleurs.

– Qui sont ces migrants ?

Ils viennent essentiellement de zones de conflits ou d'États répressifs. D'abord les Syriens qui fuient la guerre et les Érythréens qui veulent échapper à la dictature et au travail forcé auquel ils sont astreints à partir de 18 ans.

Il y a aussi des Maliens, des Soudanais, des Afghans, des Somaliens...

– La répression en Érythrée ou l'absence d'État en Somalie sont des phénomènes de longue date. La guerre en Syrie a débuté il y a trois ans. Pourquoi y a-t-il un afflux maintenant ?

Jusqu'à présent une partie des migrants trouvaient refuge dans des pays non Européens, où ils ne peuvent désormais plus vivre. Ainsi, Israël, où vivent environ 60 000 Africains en majorité Érythréens et Soudanais, multiplie les actions pour les encourager à partir. En Égypte, le retour des militaires au pouvoir a marqué un durcissement envers les réfugiés syriens qui, soupçonnés d'être proches des Frères musulmans, finissent parfois en prison. Surtout, le chaos libyen, où des milices rivales se battent pour contrôler le territoire, a favorisé la multiplication des passeurs. L'été est toujours propice aux traversées de la Méditerranée, moins agitée à cette période.

– Que représente la France pour ces migrants ?

La France n'est qu'un pays de transit. L'immense majorité de ces exilés veulent rejoindre les pays où sont installés leurs concitoyens. Les Érythréens ou les Somaliens visent l'Angleterre, les Syriens plutôt l'Allemagne ou la Suède. Ainsi, même si les chiffres augmentent, ils sont peu à demander l'asile en France. Seuls 237 Érythréens ont déposé un dossier au premier semestre.

– Quelle attitude les autorités peuvent-elles adopter envers ces migrants ?

En vertu du droit international, il est impossible de les renvoyer dans leur pays d'origine, où ils risqueraient de mourir. Le droit européen prévoit que les demandes d'asile doivent se faire dans le pays d'entrée dans l'UE. La France peut donc les renvoyer vers l'Italie quand il est établi qu'ils ont transité sur son sol. À Calais, les autorités ont tenté de convaincre ces migrants de déposer des demandes d'asile, mais peu ont saisi l'opportunité. (AFP)

<http://www.lavoixdunord.fr/region/centre-pour-migrants-au-camp-jules-ferry-a-calais-ce-ia33b48581n2339439>

AFP 28 août 2014

Cazeneuve se dit opposé à l'ouverture d'un centre pour migrants à Calais

IMMIGRATION - « *Je ne peux pas à la fois démanteler les filières d'immigration irrégulière et organiser les conditions pour que les trafics continuent* », a déclaré ce jeudi le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a déclaré jeudi à l'AFP ne pas être favorable à l'ouverture d'un centre pour migrants à Calais, comme le demande la maire de la ville, pour éviter d'attirer davantage d'exilés.

« *Je ne veux pas créer un centre d'accueil qui soit un nouveau point de convergence des migrants* », a-t-il dit en marge d'un déplacement à Rome, première étape d'une tournée européenne sur le thème de l'immigration illégale, qui doit le mener vendredi à Londres. « *Je ne peux pas à la fois démanteler les filières d'immigration irrégulière et organiser les conditions pour que les trafics continuent* », a-t-il ajouté.

Mais « *je veux essayer, en liaison avec les associations, de créer les conditions d'un accompagnement le plus humain possible* », a-t-il poursuivi en précisant avoir confié une mission à deux hauts fonctionnaires pour établir la liste des besoins sur place.

1.200 migrants à Calais

Parallèlement, le gouvernement tentera de convaincre davantage les migrants qui relèvent de l'asile de déposer des dossiers en France. « *On pourrait ainsi les répartir dans des centres pour demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire* », a-t-il dit.

Vendredi à Londres, il demandera aux autorités britanniques de « *prendre leurs responsabilités* » et de venir sur place pour dire aux migrants qu'ils n'arriveront pas à entrer dans leur pays.

Entre 1.200 et 1.300 migrants sont présents à Calais, un chiffre qui a fortement augmenté avec une hausse des arrivés de clandestins en Méditerranée. La plupart de ces migrants sont des Erythréens, des Soudanais ou des Somaliens qui cherchent à gagner l'Angleterre et ne veulent pas demander l'asile en France.

Pas de nouveau Sangatte

La maire de Calais, Natacha Bouchart (UMP), qui doit rencontrer Bernard Cazeneuve mardi, plaide pour l'ouverture d'un centre pour faire face à cet afflux.

En 1999, un centre géré par la Croix Rouge avait été ouvert à proximité, à Sangatte, et devait être provisoire. Mais il avait rapidement été en surcapacité, avec près de 2.000 personnes contre 800 prévues quelques semaines avant sa fermeture en septembre 2002.

<http://www.20minutes.fr/politique/1433451-20140828-cazeneuve-dit-oppose-ouverture-centre-migrants-calais>

« la Voix du Nord », 30 août 2014

Calais : le préfet favorable à « un accueil de jour » pour les migrants

Le préfet du Pas-de-Calais Denis Robin s'est dit favorable ce samedi midi à la création d'un ou plusieurs accueils de jour pour les migrants à Calais.

Ne parlez plus de maison de migrants. Cette expression, c'est Manuel Valls qui l'avait employée [en décembre 2013](#) lorsqu'il était venu à Calais. Il avait annoncé l'arrivée de CRS en renfort pour sécuriser la ville, mais aussi l'installation d'une « *maison de migrants* » qui ne serait pas « *un nouveau Sangatte* » mais qui permettrait un accueil ponctuel des clandestins nécessitant des soins.

Huit mois plus tard, cette maison n'existe toujours pas. Nous avons d'ailleurs demandé au préfet du Pas-de-Calais, début août, où en était ce projet. Il avait répondu que les choses avaient avancé : cahier des charges établi, demandes de financement en cours... Denis Robin avait expliqué que seuls deux éléments freinaient ce projet : d'abord, la « *pression migratoire* » qui a augmenté ; ensuite, le fait que certaines associations revendiquent un volet « *hébergement* » dans ce cahier des charges.

Pas question d'envisager un centre d'hébergement qui serait « *un nouveau Sangatte* », a répété ce samedi Denis Robin. Exit la proposition de la maire Natacha Bouchart de créer un centre pour migrants géré par l'État au centre de loisirs Jules-Ferry (le ministre Bernard Cazeneuve s'y était clairement opposé cette semaine). Le préfet d'ailleurs ne souhaite plus qu'on parle de « *maison de migrants* » car c'est un concept « *qui ne dit pas la même chose à tout le monde* ». Il propose désormais qu'on parle d'« *accueil de jour* ».

Seuls les publics vulnérables seraient hébergés

Le dossier, dit-il, est toujours sur la table et a même plutôt bien avancé. Denis Robin explique qu'il est allé lui-même à Paris « *défendre ce projet auprès de la DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement)* ». « *Or, ce dossier a reçu une réponse positive* », affirme le préfet. Ainsi, si le projet d'accueil de jour est validé, il recevra un financement de la part de la DIHAL.

En quoi consisterait cet accueil de jour ? C'est une des questions qui reste à éclaircir. Denis Robin estime que cet accueil doit permettre aux populations migrantes « *d'avoir accès à un minimum de services : point d'eau, sanitaires, prestations de santé, accompagnement social et juridique* ». Il affirme que ces différents services (vestiaire, distribution des repas, etc.) sont déjà existants à Calais et qu'il s'agirait donc de les regrouper. La question qui demeure est de savoir s'il faut envisager un seul accueil de jour qui pourrait regrouper tous ces services et « *qui serait un lieu d'accès facile pour les migrants, où l'on pourrait concentrer les forces de tout le monde* », ou plusieurs petits accueils « *répartis en périphérie* ». Cette question n'est pas tranchée à ce jour et doit être rediscutée avec les associations.

Le préfet estime que cet accueil de jour « *peut démarrer assez vite* », sans donner plus de précisions. « *Je dois d'abord en parler au ministre, à la maire de Calais et prendre contact avec les*

financeurs potentiels », en particulier les conseils général et régional.

Le projet prévoit tout de même un petit volet « hébergement » : il inclut en effet « *la prise en charge de certains publics vulnérables* » : les familles, les femmes et les enfants bénéficieront d'une prise en charge « *y compris la nuit* ».

<http://www.lavoixdunord.fr/region/calais-le-prefet-favorable-a-un-accueil-de-jour-ia33b48581n2350177>

« la Voix du Nord », 1^{er} septembre 2014

Migrants à Calais : pour Yann Capet, la proposition de Natacha Bouchart n'est qu'une « imposture »

par Marie Goudeseune

Il aurait voulu rencontrer le ministre de l'intérieur ce mardi en même temps que Natacha Bouchart, mais celle-ci a refusé. Le député PS Yann Capet sera donc reçu séparément ce mardi matin, pour parler lui aussi à Bernard Cazeneuve de la pression migratoire à Calais. Il dénonce cette situation « ridicule », preuve, selon lui, que la maire de Calais ne veut pas réellement faire avancer les choses.

- Pourquoi vouliez-vous rencontrer Bernard Cazeneuve en même temps que Natacha Bouchart ?

« Dans un souci d'unité républicaine. Jusqu'ici, tout le monde a échoué sur le sujet des migrants, à droite comme à gauche. Il faut savoir se rassembler pour trouver ensemble des solutions. Mais Natacha Bouchart n'a pas la volonté de dépasser les clivages ».

- Que pensez-vous de sa proposition d'ouvrir un centre pour migrants ?

« Elle a le mérite d'exister, je l'ai dit tout de suite d'ailleurs. Mais le fait qu'elle refuse le rassemblement et qu'elle en fasse une démarche solitaire montre que c'est une démarche politicienne. Son changement de posture n'est qu'une imposture ! Il ne faut pas oublier que Natacha Bouchart a un passif lourd sur la question des migrants : refus de débattre aux municipales, prise d'un arrêté anti-migrants, fermeture du centre de distribution, membres de « Sauvons Calais » reçu en grande pompe à la mairie, appel à la délation, etc. En sept ans de responsabilités à Calais, rien n'a bougé ! Alors que pour ma part, je travaille depuis deux ans sur le sujet en lien avec la préfecture et les associations ! ».

- Vous travaillez sur le sujet, mais pour quels résultats concrets ?

« Je me suis déjà fâché avec Bernard Cazeneuve (fin juillet) parce que j'estime que ça ne va pas assez vite. La situation est devenue ingérable et la réponse doit être rapide. Je vais d'ailleurs dire au ministre qu'il faut qu'il vienne à Calais ».

- Que proposez-vous pour soulager la situation à Calais ?

« Je l'ai toujours dit, je propose un accueil de jour à Calais qui réponde à tous les besoins primaires (hygiène, nourriture, vêtements) et où les réfugiés trouvent des interlocuteurs fiables autres que les No Borders, la mafia ou les passeurs. Je propose en parallèle l'implantation de structures légères de plus petite taille, dans d'autres communes que Calais, où les migrants pourront se poser un peu. Je pense aussi qu'il faut prévoir un hébergement pour les publics les plus fragiles (femmes, enfants, migrants malades). Je constate d'ailleurs que les annonces faites par le préfet samedi (notre édition

de dimanche) vont dans ce sens, et je m'en réjouis ».

*

* *

Jean-Marc Puissesseau (CCI): « Il faut absolument qu'on joue groupés ! »

Le député PS Yann Capet affirme avoir eu Jean-Marc Puissesseau au téléphone samedi soir : « Il était furieux que Natacha Bouchart refuse que je l'accompagne au rendez-vous avec le ministre ! » Interrogé sur ce point, le président de la CCI Côte d'Opale, concessionnaire du port de Calais, ne confirme pas qu'il était furieux, mais s'agace fortement en tout cas de la situation : « Cette affaire-là n'est pas uniquement celle de Natacha Bouchart : le port de Calais souffre autant qu'elle de la situation ! ». Pour Jean-Marc Puissesseau, il est grand temps de la jouer « groupés » : « Aujourd'hui, on doit jouer ensemble, Yann Capet, Natacha Bouchart et moi-même. La situation devient intolérable et ça n'est plus un problème politique. » Atterré d'avoir observé ce week-end des scènes « dramatiques » sur la rocade, « où les migrants entouraient les voitures et les caravanes et où les enfants se mettaient à pleurer de peur », le président de la CCI a décidé d'écrire cette semaine aux ambassadeurs et aux ministres des pays concernés pour tirer la sonnette d'alarme. Il regrette que la maire de Calais ne l'ait pas consulté avant de proposer d'ouvrir un centre pour migrants « juste à côté du port », et de ne être convié « à une table ronde » pour évoquer ensemble la situation : « J'ai l'impression d'être oublié ».

Tous les deux chez le ministre aujourd'hui !

Ils y seront tous les deux, mais pas à la même heure : Yann Capet, député PS et conseiller municipal d'opposition à Calais, s'entretiendra à 9 h place Beauvau avec le ministre de l'intérieur. La maire UMP sera reçue quant à elle à 17 h par Bernard Cazeneuve. Le premier défend un projet d'accueil de jour à Calais, la seconde celui d'un centre pour migrants de 400 places géré par l'État.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/migrants-a-calais-pour-yann-capet-la-proposition-de-ia33b48581n2354740>

« Libération », 3 septembre 2014

Un centre d'accueil loin du centre de Calais

Le ministre de l'Intérieur a promis une structure ouverte de jour, satisfaisant la maire UMP

par Stéphanie Maurice

Il n'y aura pas de deuxième Sangatte à Calais. Mardi, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, a promis à Natacha Bouchart, maire UMP de Calais, l'ouverture prochaine d'un accueil de jour pour les migrants dans un ancien centre de loisirs, à l'écart du centre-ville. Si le projet se réalise, ils pourront y prendre une douche, un repas, se voir expliquer les règles du droit d'asile, mais n'y dormiront pas. Un compromis qui satisfait la maire, même si elle demandait l'ouverture d'un centre d'hébergement de 400 places pour lutter contre les squats, qu'elle a en ligne de mire.

Fragiles

« *Ce n'est pas une vraie réponse* », estime de son côté Maël Galisson, le coordinateur de la Plateforme de services aux migrants, qui rassemble les associations calaisiennes d'aide aux réfugiés. « *On va leur dire : "Vous pouvez manger sous un toit, mais ce soir vous dormirez dans un fossé ou dans les buissons". C'est quoi, cette logique ?* ».

A Médecins du monde, on se veut pragmatique : « *Au moins, il y a une prise de conscience de la gravité de la situation* », souligne Isabelle Bruand, coordinatrice régionale. Elle trouve positif que le ministre prévoie également un centre d'hébergement pour les femmes et les enfants, les plus fragiles des réfugiés. Ce serait un lieu en dehors de Calais, pour éviter la concentration des migrants sur la ville. « *Mais il ne faudrait pas se dire que cela règle le problème, alerte-t-elle. Parmi les hommes, il y a aussi des blessés, des malades. Certains sont très touchés psychologiquement par la difficulté de leur parcours pour venir jusqu'à Calais* ».

Depuis cet été, le nombre de réfugiés, prêts à tout pour aller en Angleterre, ne cesse de croître. Ils sont entre 1 200 et 1 400, selon la mairie, et pèsent sur l'économie portuaire, avec l'obligation de renforcer la sécurité pour contrer leurs tentatives de passage clandestin.

Natacha Bouchart a d'ailleurs demandé la renégociation du Traité du Touquet, qui organise les contrôles à la frontière franco-britannique sur le sol français. « *Nous n'avons aucune contrepartie pour cette obligation, la seule aide financière venant de Grande-Bretagne sert à payer les personnels britanniques employés sur le territoire français* », s'exclame la maire.

Bernard Cazeneuve a accepté que ses services examinent ce dossier. Il a aussi lancé une mission sur la migration, qui a jusqu'à mars pour établir un état des lieux et proposer des solutions. Preuve de l'urgence de la situation, une délégation du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) était présente mercredi à Calais. Cette agence est pressentie pour gérer l'accueil de jour,

avec les associations d'aide aux migrants. « *Mais il faudra des moyens et du personnel, car le lieu ne pourra tenir sur les seuls bénévoles* », prévient Isabelle Bruand.

Tournoi de foot

En attendant, un groupement proche de l'extrême droite, appelé Sauvons Calais, fait monter la pression, organise des rondes autour des squats où vivent les migrants. Les associations humanitaires évoquent des insultes, et même une agression sur une militante, qui a occasionné un dépôt de plainte auprès du procureur. Sauvons Calais appelle à un rassemblement contre l'immigration ce dimanche. Les bénévoles auprès des réfugiés y répondent avec un tournoi de foot ouvert à tous, Soudanais, Afghans, Erythréens et Calaisiens. Maël Galisson explique : « *Pour les habitants, les migrants sont une masse encapuchonnée, blottie sous des couvertures. Nous voulons provoquer la rencontre* ».

http://www.liberation.fr/societe/2014/09/03/un-centre-d-accueil-loin-du-centre-de-calais_1093150

« le Monde », 4 septembre 2014

A Calais, les associations prudentes sur la réouverture d'un centre pour migrants

par Elise Vincent

Après la confirmation, mardi 2 septembre, par le ministère de l'intérieur, de l'ouverture d'un centre d'accueil de jour pour les migrants à Calais, la position des associations sur le terrain peut se résumer en trois mots : surprise, satisfaction, prudence. « *Il faut être vigilant et s'assurer que ce n'est pas juste des déclarations politiques* », résume Isabelle Bruand, coordinatrice régionale de Médecins du monde (MDM), alors que la nouvelle répond à de très anciennes revendications.

A Calais et sur toute la côte jusqu'à Dunkerque, MDM est l'une des associations les plus actives. La structure n'a cessé, ces dernières années, de chercher des solutions pour assurer un minimum humanitaire aux migrants depuis la fermeture de Sangatte, en 2002.

Mme Bruand estime donc que la proposition d'ouverture du futur centre va dans le bon sens, mais qu'il vaudrait mieux installer « *plusieurs lieux d'accueil qu'un seul avec beaucoup de monde* », afin d'éviter les erreurs du centre de Sangatte, fermé en 2012 après être devenu ingérable. « *Les migrants s'organisent de toute façon eux-mêmes en communautés* », ajoute-t-elle.

L'urgence, pour MDM, est « *l'accès à l'eau* » afin d'éviter, par exemple, l'épidémie de gale. La maladie était l'une des raisons qui avaient conduit à l'évacuation de plusieurs campements dans le centre de Calais, fin mai. Depuis le début de l'été, MDM fait des tournées en camping-car dans les squats pour proposer des douches. « *Mais nous n'avons pas la capacité d'en donner plus de quarante par jour* », détaille Mme Bruand.

Jean-François Corty, le directeur des missions France de MDM, s'interroge de son côté : « *Ouvrir un centre c'est bien, mais ce n'est qu'un accueil de jour. Que vont devenir les migrants, le soir, dès l'heure de la fermeture ?* » Beaucoup des clandestins présents à Calais sont de très jeunes hommes, « *qui ont entre 15 et 20 ans* », pointe-t-il.

Au Secours catholique, l'autre grande association présente à Calais, on réagit dans le même esprit : « *La création du centre est une évolution inattendue mais positive. Après, il y a l'idéal et le pas à pas, explique Laurent Giovannoni, chargé du département étranger. Bien sûr que l'on préférerait que tout le monde soit hébergé !* » L'urgence, pour M. Giovannoni, c'est le sort des femmes et des enfants, ainsi que l'hiver qui approche.

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) est étroitement associé au projet de futur centre. Le directeur Europe du HCR, Vincent Cochetel, était en visite sur le terrain, dans la cité portuaire, le 3 septembre, et jeudi 4 septembre à Paris. « *On se félicite de l'annonce du gouvernement, car c'est important que les migrants puissent avoir un endroit paisible où prendre des décisions importantes pour leur avenir et avoir une information correcte sur la réalité de la vie au Royaume-Uni* », indique William Spindler, chargé de la communication pour le HCR à Paris.

Le HCR doit décider de la réouverture ou non d'une permanence à Calais, comme le souhaite la maire de la ville, Natacha Bouchart. Le HCR a en effet déjà eu un bureau dans la cité portuaire, entre juin 2009 et juillet 2012. Mais celui-ci avait été fermé faute d'un nombre suffisant de personnes souhaitant demander l'asile en France. « *Les migrants sont souvent très fixés sur leur idée d'aller au Royaume-Uni. Soit pour des questions d'argent, soit à cause des passeurs* », explique M. Spindler.

Entre-temps, la politique de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides a toutefois changé, et elle pourrait inciter plus de migrants à déposer une demande. Depuis quelques mois, les dossiers venant du Calais sont traités en quelques semaines – contre deux ans, en moyenne, sur le reste du territoire : 50 % obtiendraient une protection.

Au-delà de la création du centre, et afin de travailler sur des solutions à plus long terme, le ministre de l'intérieur a confié, le 27 août, une mission sur le sort des migrants de Calais à Jérôme Vignon, le président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il est censé rendre son rapport en mars 2015.

http://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2014/09/04/a-calais-les-associations-prudentes-sur-la-reouverture-d-un-centre-pour-migrants_4481584_3224.html?xtmc=associations_prudentes&xtcr=1

« Nord Littoral », 23 septembre 2014

Camp Ferry: encore tellement d'interrogations

par Delphine Kwiczor

Rien de concret pour l'instant mais des bases de réflexion commune. Hier une réunion s'est tenue entre le préfet, le sous-préfet, le directeur départemental de la cohésion sociale et les associations d'aide aux migrants. Au cœur des discussions : l'éventuelle ouverture du camp Jules-Ferry. Les contours se dessinent, le centre est encore flou. Quel financement ? Quel service ? De quelle façon ? Comment le gérer ?

Jules-Ferry : « Il faut que ce soit nickel »

« *Ça avance dans le bon sens* », confie Christian Salomé, président de l'Auberge des migrants, ajoutant qu'« *il faudra du temps pour que ça se mette en place* ». Hier après-midi, il a donc été question de l'organisation du futur camp d'accueil de jour pour migrants, qui devrait voir le jour. L'aménagement de ce camp, qui est pour l'instant un centre de loisirs, a été discuté, il devrait y héberger l'accueil permanent des femmes et des enfants (qui se trouve route de Saint-Omer dans les locaux réquisitionnés au Secours Catholique par la mairie dont le contrat se termine dans moins de dix jours, NDLR), la distribution des repas, les sanitaires etc. « *Ce serait géré par une structure payée par l'État et les associations s'intégreraient autour. C'est du bon sens* », indique Christian Salomé. Si ce lieu accueille différents services (la distribution des repas, les sanitaires, un point administratifs, les soins), Jean-Claude Lenoir, de Salam, a insisté « *sur l'importance que ce soit cloisonné, c'est tellement vaste* ». Et d'ajouter que pour ce projet à l'état embryonnaire, ils n'ont pas le droit à l'erreur. « *Si ça se met en place, il faut que ce soit nickel, il ne faut pas prendre le risque que ce soit à moitié fait pour qu'il y ait une chance de réussite.* »

Aucun calendrier

Les pistes de travail se dessinent, les associations apportent leur regard d'acteurs de terrain. Pour le moment « *c'est la confirmation de tout ce qu'on a déjà entendu* », souligne Christian Salomé, qui confirme qu'« *aucun calendrier n'est fixé* ».

À la sortie de la réunion, le sentiment « *d'humaniser et d'améliorer la situation* » est indiqué par Christian Salomé. « *C'est une avancée. Ce n'est pas une révolution bien entendu, mais c'est forcément mieux* ». Un accueil de jour représente pour les associations une avancée mais « *ça ne résout pas le problème de la nuit* », souligne-t-il. Dans un contexte actuel très tendu, les associations soulèvent néanmoins un changement important, une prise de conscience et « *un réel désir d'avancer* », assure Jean-Claude Lenoir, président de Salam avant de mettre en avant que « *le préfet a été diligenté par le ministre pour travailler sur le sujet. Il y a aussi des points d'accord avec la mairie. Les choses changent.* » « *C'est une réflexion sur comment ça peut s'organiser, il y a des pistes mais rien n'est encore défini* », rappelle David Lacour de Solid'R, se rassurant au sujet de l'implication du préfet : « *On le sent investi.* »

<http://www.nordlittoral.fr/fait-divers-justice/camp-ferry-encore-tellement-d-interrogations-ia0b0n140865>